

M. L.-J. Pigeon (Joliette-L'Assomption-Montcalm): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire?

Le ministre peut-il dire à la Chambre quel poste avait été offert au général Bernatchez?

L'hon. M. Cardin: Étant donné que le général Bernatchez a refusé cette offre, je ne crois pas qu'il soit juste, à l'égard de la personne qui doit accepter ce poste, de divulguer au public de quel poste il s'agissait.

M. Pigeon: Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège. Je crois que la Chambre a le droit de savoir...

(Traduction)

M. l'Orateur: A l'ordre! La question de privilège ne se pose pas.

(Texte)

M. Pigeon: ... C'est de la «discrimination». Monsieur l'Orateur, puis-je traiter de cette question après 10 heures?

(Traduction)

QUESTIONS AU SUJET DE DOSSIERS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. B. Sewart (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État): Hier, l'honorable député de Grey-Bruce a demandé qu'on dépose une liste indiquant le nombre d'ordres de dépôt de documents auxquels il n'a pas été donné suite durant la dernière et la présente session. Si la Chambre y consent, je voudrais déposer cette liste. La liste révèle qu'il y a encore un ordre de dépôt de documents de la dernière session qui n'a pas été satisfait et 26 de la présente session, au cours de laquelle il a été donné suite à 119 ordres de dépôt de documents.

M. l'Orateur: La Chambre y consent-elle?

Des voix: D'accord!

LE COMMERCE

ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC D'UNE USINE D'AUTOMOBILES—CONCESSIONS TARIFAIRES

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Léon Balcer (Trois-Rivières): Je voudrais poser une question au ministre des Finances. Le ministre peut-il nous dire si le gouvernement a pris une décision au sujet des concessions douanières à accorder aux usines d'automobiles Renault et Peugeot, afin qu'elles puissent s'établir dans le Québec?

L'hon. Walter L. Gordon (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le gouvernement n'a reçu aucune proposition concrète sur la-

[L'hon. M. Cardin.]

quelle fonder une décision. Toute proposition reçue sera examinée avec attention et bienveillance.

L'hon. M. Balcer: Puis-je poser une question supplémentaire? Le ministre peut-il nous dire si le gouvernement a reçu des instances du gouvernement de la province de Québec à ce sujet?

L'hon. M. Gordon: Je tiendrai volontiers cette question pour préavis, monsieur l'Orateur, mais, je le répète, le gouvernement n'a reçu aucune proposition précise.

(Texte)

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire au ministre des Finances. Peut-il nous dire si son ministère serait prêt à accorder aux sociétés françaises d'automobiles les mêmes réductions tarifaires qui ont été accordées à la Société Volvo, laquelle s'est établie en Nouvelle-Écosse?

(Traduction)

M. l'Orateur: A l'ordre! Cette question me semble irrégulière.

LE CABINET

SECRÉTAIRES ADMINISTRATIFS DANS CERTAINES CIRCONSCRIPTIONS REPRÉSENTÉES PAR UN MINISTÈRE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. N. Thompson (Red-Deer): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Eu égard au récent décret du conseil autorisant la nomination de fonctionnaires au service personnel de certains ministres aux fins de servir dans leurs circonscriptions, le ministre nous dirait-il sur quelle règle se fondent ces nominations? (Exclamations)

L'hon. Paul Hellyer (ministre de la Défense nationale): Je regrette, monsieur l'Orateur, j'étais occupé à...

L'hon. M. Starr: A bon entendeur, salut!

M. Thompson: Si le secrétaire d'État ne peut répondre à cette question, le président du Conseil privé pourrait-il le faire?

L'hon. G. J. McIlraith (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, j'examinerai sûrement la question et j'essayerai d'y répondre.

Des voix: La vérité!

L'hon. M. McIlraith: Les questions renferment certaines allégations dont je veux vérifier l'exactitude.